Le secteur des fonds transfrontalier européen pourrait économiser près d'1 milliard d'euros

S'il améliorait l'efficacité de sa chaîne de distribution, le secteur des fonds transfrontalier européen pourrait réduire ses frais de distribution jusqu'à 70% selon la dernière étude réalisée par Deloitte Luxembourg et Fundsquare, intitulée Europe's fund expenses at a crossroads: The benefits of mutualizing the cost of distribution. Actuellement, le secteur des fonds transfrontalier européen dépense 1,3 milliard d'euros par an dans des processus, entre autres, de gestion des liquidités, d'erreurs et de conciliation, de connaissance du client (Know-Your-Client) et d'audit préalable.

Cette étude conclut que ces frais pourraient être réduits à 376 millions d'euros si certains éléments de la chaîne de distribution des fonds étaient mutualisés. L'analyse repose sur un échantillon de 400 fonds gérés par 60 promoteurs établis dans 6 domiciles de fonds. L'étude a été présentée le 30 juin à Monaco lors de l'International Fund Forum. Selon Benjamin Collette, Global Investment Management Consulting Leader chez Deloitte, «La taille du secteur européen des fonds a doublé au cours des dernières années et dépassera 10 000 milliards d'euros en 2015. Afin de renforcer cette dynamique positive et de continuer à offrir aux investisseurs des gains d'efficacité, il est essentiel de poursuivre la réduction des dépenses des fonds et d'utiliser les avantages de la mutualisation.»

Des opportunités de réduction des coûts

L'étude compare deux domaines potentiels de réduction des coûts: la distribution transfrontalière et la gestion de la chaîne de distribution. Les auteurs en concluent qu'une amélioration de la gestion de la chaîne d'approvisionnement générerait des économies significatives. Bien que l'accent fût mis ces dernières années sur l'automatisation des processus, avec à la clé un énorme succès et d'immenses bénéfices pour les investisseurs grâce à la réduction des dépenses des fonds, cet aspect reste un élément crucial pour réaliser ces économies.

Dans ce cadre, la mutualisation du secteur représente la forme la plus innovante de gestion des coûts. L'étude applique ce principe à la gestion du KYC et des liquidités et montre ainsi l'effet positif du remplacement des modèles dits «many-to-many» (plusieurs à plusieurs) par des procédures centralisées. En revanche, les charges financières des actifs à assumer en raison de la complexité transfrontalière rencontrée dans les procédures mêmes (ex.: traduction ou documents de réglementation et d'investisseur, enregistrement de fonds, calcul des chiffres fiscaux plurinationaux, etc.) n'offrent pas de grandes possibilités de réduire davantage les coûts.

L'étude montre que l'efficacité des procédés, la masse critique et l'expérience développées dans des domiciles de fonds transfrontaliers, tels que le Luxembourg et l'Irlande, permettent aux gestionnaires d'actifs d'atteindre de multiples marchés avec la meilleure rentabilité pour les investisseurs.

Sables mouvants: les tendances émergentes renforcent la nécessité d'être rentable

Trois tendances exerceront un impact direct sur le succès futur du modèle européen des fonds d'investissement: l'énorme expansion des domiciles de fonds non européens, les exigences financières d'une population vieillissante et la demande du public d'améliorer la protection des investisseurs, la disponibilité de financement à long terme et la stabilité générale du système financier.

Les domiciles de fonds non européens se sont fortement étendus, leur part dans le PIB mondial et la richesse financière s'étant accrue significativement au cours des 10 dernières années. Le développement d'une reconnaissance mutuelle, de passeports et d'accords commerciaux dans ces régions émergentes représente à la fois un défi et une opportunité pour le secteur européen des fonds. Vu le vieillissement de la population européenne, il est évident que le secteur des fonds devra fournir des solutions de pension rentables grâce à des projets d'investissement collectifs bien gérés, diversifiés et dont les risques sont maîtrisés. Enfin, les exigences du public pour une amélioration de la protection des investisseurs, des capacités financières à long terme et de la stabilité générale du système financier ont engendré une opportunité significative pour les solutions financières et intermédiaires non bancaires.

«Le paysage du secteur européen des fonds change avec l'expansion des domiciles de fonds non européens, le vieillissement de la population européenne et la demande d'une meilleure protection des investisseurs. Le secteur doit être agile et réactif. Si le secteur européen des fonds peut réaliser certains changements radicaux soulignés dans ce nouveau rapport, comme une mutualisation des systèmes de paiement des fonds et des processus et approches KYC/AML, il sera en position d'économiser près d'1 milliard d'euros et d'améliorer son efficacité et sa réactivité», a expliqué Olivier Portenseigne, Chief Commercial Officer de Fundsquare.

Situation globale des OPC et fonds d'investissement spécialisés

Au 31 mai 2015, le patrimoine global net des organismes de placement collectif et des fonds d'investissement spécialisés s'est élevé à EUR 3.601,525 milliards contre EUR 3.538,586 milliards au 30 avril 2015, soit une augmentation de 1,78% sur un mois. Considéré sur la période des douze derniers mois écoulés, le volume des actifs nets est en augmentation de 27,90%. L'industrie des OPC luxembourgeois a donc enregistré au mois de mai une variation positive se chiffrant à EUR 62,939 milliards. Cette augmentation représente le solde des émissions nettes positives à concurrence d'EUR 31,249 milliards (+0,88%) et de l'évolution favorable des marchés financiers à concurrence d'EUR 31,690 milliards (+0,90%).

Le nombre des organismes de placement collectif (OPC) et des fonds d'investissement spécialisés (FIS) pris en considération est de 3.901 par rapport à 3.894 le mois précédent. 2.535 entités ont adopté une structure à compartiments multiples ce qui représente 12.632 compartiments. En y ajoutant les 1.366 entités à structure classique, au total 13.998 unités sont actives sur la place financière.

Concernant d'une part l'impact des marchés financiers sur les OPC et FIS luxembourgeois (ci-après OPC) et d'autre part l'investissement net en capital dans ces mêmes OPC, les faits suivants sont à relever pour le mois de mai:

Les différentes catégories d'OPC à actions ont connu des développements divergents sur le mois sous revue. Au niveau des pays développés, les catégories d'OPC à actions européennes, américaines et japonaises ont clôturé le mois en territoire positif. La catégorie d'OPC à actions européennes, malgré la situation en Grèce, a pu clôturer en hausse sous l'effet notamment de bons résultats des entreprises européennes, de la dépréciation de l'EUR, d'un environnement de taux d'intérêts bas ainsi que d'un renversement de tendance des prix pétroliers.

Des données conjoncturelles plus favorables aux Etats-Unis sont à l'origine des gains de cours de la catégorie d'OPC à actions des Etats-Unis qui furent accentués par l'appréciation de l'USD par rapport à l'EUR.

La catégorie d'OPC à actions japonaises de son côté a continué à réaliser une performance positive sous l'effet des bonnes données de croissance au Japon et de la faiblesse du YEN favorisant toujours les exportations japonaises. Concernant les pays émergents, la catégorie d'OPC à actions de l'Europe de l'Est a baissé, principalement en raison de la récession en Russie qui perdure dans un contexte de baisse des prix pétroliers, de la dépréciation du rouble et de l'apparition de nouvelles tensions géopolitiques.

Si la catégorie d'OPC à actions d'Asie, nonobstant des développements non homogènes dans la région, s'est globalement appréciée en valeur, la catégorie d'OPC à actions d'Amérique Latine a continué à afficher des pertes de cours en raison des problèmes structurels de quelques pays de la région.

Au mois de mai, les catégories d'OPC à actions ont globalement affiché un investissement net en capital positif. Au niveau des obligations d'Etat libellées en EUR, les rendements ont affiché un mouvement haussier dans un contexte de volatilité accrue des marchés de la dette souveraine de la zone euro. Face à cette situation, la déclaration de la Banque centrale européenne d'accélérer le rythme des rachats d'actifs en mai et juin, a atténué ce mouvement. Les obligations privées, suite aux bons résultats des entreprises européennes, n'ont connu qu'une légère remontée des rendements. En somme, la catégorie d'OPC à obligations libellées en EUR a connu une baisse des cours pour la période sous revue.

Concernant la catégorie d'OPC à obligations libellées en USD, face aux attentes des investisseurs d'une remontée des taux directeurs par la Banque centrale américaine, les rendements ont augmenté se traduisant par une baisse des cours des obligations. Cette baisse de cours a cependant été compensée par l'appréciation de l'USD par rapport à l'EUR. La catégorie d'OPC à obligations de pays émergents, malgré une légère augmentation des primes de risque, a pu clôturer en hausse, sous l'effet principalement d'une appréciation des principales devises de ces pays.

Source: CSSF